



Strasbourg, le 29 août 2003  
pc-cp\space\documents\pc-cp (2003) 06 - f

PC-CP (2003) 6

# CONSEIL DE L'EUROPE

# SPACE II

(STATISTIQUE PENALE ANNUELLE DU CONSEIL DE L'EUROPE)

## SANCTIONS ET MESURES APPLIQUEES DANS LA COMMUNAUTE (SMC) PRONONCEES EN 2001

préparée par

**Marcelo F. Aebi**  
Université de Séville et Université de Lausanne  
(Espagne / Suisse)

## SPACE II - SANCTIONS ET MESURES APPLIQUEES DANS LA COMMUNAUTE (SMC) PRONONCEES EN 2001

par Marcelo F. Aebi<sup>1</sup>

La présente exploitation de SPACE II porte sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté (SMC) prononcées en 2001. SPACE II ne prend en compte que des mesures et sanctions appliquées dans la communauté, au sens du Conseil de l'Europe. Aux termes de la recommandation n° R (92) 16, la notion de SMC se réfère à des sanctions et mesures qui maintiennent la personne mise en cause dans la communauté et qui impliquent une certaine restriction de sa liberté par l'imposition de conditions et/ou d'obligations, et qui sont mises à exécution par des organismes prévus par les dispositions légales en vigueur. Cette notion désigne également « les sanctions décidées par un tribunal ou un juge et les mesures prises avant la décision imposant la sanction prise à la place d'une telle décision, de même que celles consistant en une modalité d'exécution d'une peine d'emprisonnement hors d'un établissement pénitentiaire ».

Les modalités d'application des SMC doivent prévoir une forme d'assistance et de surveillance de la part de la communauté (ainsi l'amende ou le sursis sans assistance ni surveillance ne sont pas des SMC). SPACE II n'a pas vocation à être exhaustive en matière de SMC. Elle ne couvre pas les sanctions et mesures prévues par le droit pénal des mineurs. Elle ne couvre que le « post-sententiel ». Dans certains pays, le ministère public a la faculté d'imposer certaines mesures qui sont « prises avant la décision imposant la sanction ou à la place d'une telle décision ». Ces mesures ne sont pas visées par SPACE II.

### Remarques particulières

- Les SMC doivent avoir été prononcées à titre principal et non comme peines complémentaires.
- SPACE II porte sur les SMC prononcées l'année n, quelle que soit la date de la mise à exécution (année n, année postérieure ou pas de mise à exécution du tout).
- SPACE II ne couvre pas les mesures prises au bénéfice d'un détenu avant sa libération d'un établissement pénitentiaire (semi-liberté par exemple, sauf si elle a été prononcée *ab initio*).
- SPACE II ne couvre pas les mesures de surveillance ou de contrôle post-pénitentiaires de condamnés dans la communauté qui ont purgé leur peine.

### Sanctions et mesures comptabilisées

1. Ajournement du prononcé de la peine sous condition : remise de la décision sur la peine pendant une période déterminée afin d'apprécier le comportement de la personne déclarée coupable, durant cette période.
2. Obligation de traitement prononcée *ab initio*, conçue pour
  - a. les toxicomanes,
  - b. les alcooliques,
  - c. les personnes atteintes de troubles psychiques,
  - d. les personnes condamnées pour une infraction sexuelle.
3. Obligation d'indemnisation prononcée *ab initio* par une juridiction pénale (dédommagement pécuniaire de la victime).

---

<sup>1</sup> Docteur en criminologie (Université de Lausanne) – Professeur de criminologie et de méthodes de recherche en criminologie – Institut andalou de criminologie, Université de Séville, E.T.S.I.I., Avda. Reina Mercedes s/n, 41012 Sevilla, Espagne, e-mail : aebi@us.es

4. Travail d'intérêt général (TIG) :
  - a. sanction autonome après déclaration de culpabilité,
  - b. sanction dans le cadre du prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis total à exécution,
  - c. sanction prononcée après non-paiement d'amende,
  - d. peine privative de liberté sans sursis, suivie d'un travail d'intérêt général après libération,
  - e. travail d'intérêt général dans le cadre d'une probation (sanction autonome) ou bien autres formes de travail d'intérêt général.
5. Probation :
  - a. sanction autonome après déclaration de culpabilité (sans prononcé d'une peine privative de liberté),
  - b. prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis total à exécution,
  - c. prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis partiel à exécution.

Rappelons que ces mesures doivent s'accompagner d'assistance et de surveillance dans la communauté.

6. Exécution d'une peine privative de liberté, dans la communauté, sous le régime du contrôle électronique (mesure prononcée *ab initio*).
7. Semi-liberté prononcée *ab initio*.
8. Libération conditionnelle d'un détenu avant le terme de sa peine.
9. Sanctions et mesures mixtes, autres que celles indiquées supra en 5.c : peines privatives de liberté sans sursis, suivie d'une obligation de traitement prononcée *ab initio*, conçue pour
  - a. les toxicomanes,
  - b. les alcooliques,
  - c. les personnes atteintes de troubles psychiques,
  - d. les personnes condamnées pour une infraction sexuelle.
10. Autres sanctions et mesures qui paraîtraient statistiquement importantes et qui ne seraient pas couvertes par les catégories précédentes.

A titre de comparaison, nous avons également collecté des données concernant les peines d'emprisonnement sans sursis à exécution (partiel ou total) en précisant le quantum de la peine.

### **Présentation des données statistiques**

#### **Conventions**

Cas n°1 : quand il est explicitement indiqué, dans le questionnaire, que la SMC n'existe pas dans la législation d'un Etat, nous mettons dans les tableaux : \*\*\* . Ce qui signifie : question sans objet.

Cas n°2 - quand il est explicitement indiqué, dans le questionnaire, que la SMC existe dans la législation, mais qu'elle n'a pas été prononcée au cours de l'année de référence nous mettons dans les tableaux : 0.

Cas n°3 - quand il est explicitement indiqué, dans le questionnaire, que la SMC existe dans la législation d'un Etat, mais que l'information statistique n'est pas disponible, nous mettons, dans les tableaux : ... .

Cas n°4 – quand il est indiqué, dans le questionnaire, que la SMC existe mais sa définition ne s'ajuste pas à celle de SPACE, nous mettons dans les tableaux : (...). Si le pays a fourni des chiffres, ces chiffres sont mis entre parenthèses.

Cas n°5 - Quand on ne sait pas trancher entre les situations décrites dans les cas n°1 à n°4, nous mettons dans les tableaux : [---]. C'est le cas lorsque la case du questionnaire est laissée en blanc ou quand on a utilisé un symbole dont le sens n'est pas explicite (par exemple « / », « - » ).

En résumé :

***	Question sans objet.
0	Pas de SMC prononcée, mais elle existe en droit.
...	Statistiques non disponibles, mais la SMC existe en droit.
(...)	La SMC existe en droit, mais la définition n'est pas identique à celle de SPACE. Chaque fois que cela est possible, les divergences sont expliquées dans les remarques au tableau.
[---]	On ne sait pas trancher entre les options antérieures.

Les effectifs globaux concernant les dix catégories de sanctions ou mesures, définies *supra* sont présentées dans le Tableau 1.

Les Tableaux 2, 3 et 4 sont consacrés à la présentation des données concernant les peines privatives de liberté sans sursis à exécution, partiel ou total. Elles nous serviront d'élément de comparaison pour mesurer le niveau de fréquence d'usage des différentes SMC.

Pour ce faire, nous avons calculé **deux indices : Un indice global d'usage (IGU)** qui s'obtient en rapportant le nombre de SMC de chaque catégorie, prononcées en 2001, au nombre de peines privatives de liberté sans sursis à exécution, partiel ou total, prononcées la même année (exprimé en pour 100), et un **indice spécifique d'usage (ISU)** qui est calculé comme le précédent mais en ne prenant en considération, au dénominateur, que les peines de moins d'un an.

Les deux indices sont exprimés en pour 100. De cette manière, l'indice IGU exprime le nombre de SMC de chaque catégorie prononcés pour chaque 100 peines privatives de liberté sans sursis à exécution, partiel ou total, prononcées la même année. Pour sa part, l'indice ISU exprime le nombre de SMC de chaque catégorie prononcés pour chaque 100 peines privatives de liberté de moins d'un an sans sursis à exécution, partiel ou total, prononcées la même année.

Pour chacune des grandes catégories, les indices IGU sont présentées dans le Tableau 5 et les indices ISU dans le Tableau 6. Notons, toutefois, que ces indices ne sont pas calculés pour les libérations conditionnelles (voir ci-après).

Les tableaux 7 à 11 sont consacrés aux SMC qui peuvent prendre des formes différentes : obligation de traitement, travail d'intérêt général, probation, sanctions et mesures mixtes et autres.

Les mesures de libérations conditionnelles (LC) ont fait l'objet d'un traitement particulier (Tableau 12). Pour ces mesures qui concernent des détenus en train de purger une peine privative de liberté, les indices IGU et ISU n'ont guère de signification. Plus intéressant est de rapporter le nombre de mesures de LC prononcées durant l'année au nombre moyen de détenus susceptibles d'en bénéficier. Pour ce faire nous avons utilisé, comme dénominateur, le nombre de détenus condamnés définitifs présents dans les établissements pénitentiaires au 1.9.2001 d'après SPACE I. Signalons, toutefois, qu'il ne s'agit pas, en toute rigueur, d'un « taux d'octroi », car tous les détenus en exécution de peine ne remplissent pas nécessairement les conditions légales pour pouvoir bénéficier d'une libération conditionnelle.

**Indicateurs de tendance centrale**

Dans les tableaux qui contiennent des taux ou des pourcentages pour au moins 10 pays, nous avons utilisé les mesures ci-dessous pour renseigner sur la distribution des données:

- a. moyenne: la moyenne arithmétique est la somme des données fournies divisée par le nombre des pays les ayant fournies. La moyenne est sensible à la présence de valeurs très élevées ou très basses. C'est pourquoi nous avons également indiqué la médiane, en tant qu'indicateur de la tendance centrale des données;
- b. médiane: la médiane est la valeur qui partage la distribution des données fournies par les pays en deux groupes d'effectifs égaux. 50% des pays se situent au dessus de la médiane et les 50% restants se situent en dessous. La médiane n'est pas influencée par la présence de valeurs très élevées ou très basses.
- c. minimum: la valeur la plus faible du tableau;
- d. maximum: la valeur la plus élevée du tableau;

### **Procédure de validation**

Dans cette édition de SPACE II nous avons introduit une procédure de validation. En effet, dans quelques-uns des questionnaires reçus, nous avons décelé des inconsistances. Parfois il s'agissait de problèmes triviaux, dus notamment à des fautes de frappe au moment d'introduire les données; parfois les données ne semblaient pas cohérentes tout au long des réponses au questionnaire; parfois la somme des cellules ne correspondait pas aux totaux donnés dans les tableaux; parfois, encore, le calcul des taux pour 100 000 habitants ou des indices IGU et ISU avait révélé l'existence de données aberrantes (*outliers*), c'est-à-dire de valeurs extrêmes difficiles, sinon impossibles, à expliquer.

Par conséquent, nous avons demandé des éclaircissements et des vérifications supplémentaires à 11 des 29 pays qui avaient envoyé leurs réponses. Six d'entre eux ont répondu à nos questions. Dans la plupart des cas, il a été possible de corriger les données, mais dans d'autres cas, il a fallu ajouter des explications plus ou moins détaillées des données qui pourraient sembler incohérentes. Pour le pays qui n'ont pas répondu à nos questions, nous avons rajouté des notes aux tableaux qui contiennent des données peu plausibles. Le lecteur est donc prié de bien vouloir lire les remarques aux différents tableaux.

Finalement, signalons que malgré des efforts considérables pour détecter des erreurs et des incohérences, il peut en rester quelques-unes; de même, il n'a pas toujours été possible de corriger les erreurs et incohérences de façon totalement satisfaisante.

## **Remarques générales**

### **1) Données démographiques**

- La population pour l'année 2001 a été établie en calculant la moyenne des populations au 1<sup>er</sup> janvier 2001 et au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Ces données démographiques proviennent des ouvrages « Evolution démographique récente en Europe 2001 » et « Evolution démographique récente en Europe 2002 », publiées par les Editions du Conseil de l'Europe, à Strasbourg.
- Pour la population de l'Ecosse, nous avons utilisé des données envoyés par notre correspondant national qui reflètent la population au 30 juin 2000 (dernière date pour laquelle ces données étaient disponibles).

### **2) Année de référence**

Pologne: Données pour l'année 2000 (au lieu de 2001).

### **3) Bosnie-Herzégovine**

Une seule des deux entités composant la Bosnie-Herzégovine, la Fédération de Bosnie-Herzégovine (la Fédération) a fourni des chiffres. L'autre entité, la Republika Srpska, ne l'a pas fait.

Tableau 1. Sanctions et mesures appliquées dans la communauté, prononcées en 2001 : effectifs

	Ajournement	Obligation traitement <i>ab initio</i>	Obligation d'indemnisation	Travail d'intérêt Général	Probation	Contrôle électronique	Semi-liberté <i>Ab initio</i>	Libération conditionnelle	Sanctions et mesures mixtes
Albanie									
Andorre	***	0	158	0	472	0	0	9	8
Arménie									
Autriche	***	***	***	***	...	***	***	1165	***
Azerbaïdjan	***	***	***	0	***	***	***	1423	***
Belgique	(3357)	***	***	3567	4177	***	***	832	***
Bosnie et Herzégovine: Fédération	***	92	***	***	[---]	***	***	[---]	21
Bulgarie									
Croatie									
Chypre	...	...	...	0	179	***	***	***	***
République tchèque	32817	...	...	(8835)	...	***	***	4264	...
Danemark	***	2007	***	4238	1820	***	***	1400	***
Estonie	[---]	[---]	...	[---]	[---]	[---]	[---]	...	[---]
Finlande									
France									
Georgia									
Allemagne	...	***	3510	...	84552	...	...	17190	***
Grèce									
Hongrie	...	264	***	...	...	***	***	...	***
Islande	0	...	...	(142)	17	***	***	100	0
Irlande									
Italie	***	***	***	***	***	***	39	35	***
Lettonie	***	...	...	1014	***	***	***	734	...
Liechtenstein									
Lituanie	10245	***	1800	155	***	***	***	1829	***
Luxembourg	31	...	***	(116)	275	***	***	28	...
Malte									
Moldova	...	...	***	***	6029	***	...	232	***

	Ajournement	Obligation traitement <i>ab initio</i>	Obligation d'indemnisation	Travail d'intérêt Général	Probation	Contrôle électronique	Semi-liberté <i>Ab initio</i>	Libération conditionnelle	Sanctions et mesures mixtes
Pays-Bas	23001	***	8488	(22416)	***	[---]	***	***	***
Norvège	...	...	...	766	12440	***	***	3710	***
Pologne	143497	...	***	25284	171662	***	14796	15977	***
Portugal	***	31	***	...	...	...	***	1903	***
Roumanie	***	246	...	***	***	***	***	25512	40
Russie									
Saint Marin									
Slovaquie	16431	429	***	***	***	***	***	1700	...
Slovénie	***	36	***	***	...	***	***	(467)	***
Espagne									
Suède	(9434)	***	...	4320	6429	***	***	5235	***
Suisse	***	...	***	(4027)	...	(...)	***	...	***
« L.E.R.Y. Macédoine »	2421	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	333	[---]
Turquie	...	...	...	...	...	...	***	...	***
Ukraine									
Royaume-Uni :									
Angleterre et Pays de Galles									
Irlande du Nord									
Ecosse	...	...	1138	4869	8171	201	***	340	...



## Remarques - Tableau 1

### Ajournement

#### Remarque générale

Bien que certains chiffres figurent entre guillemets, il faut interpréter cette colonne avec prudence. Les chiffres très élevés fournis par certains pays montrent que leur interprétation de la notion d'ajournement ne correspond pas à celle de SPACE II.

#### Autriche

Bien que le droit pénal autrichien ne prévoit pas de mesure correspondant pleinement à l'ajournement selon SPACE II, on peut comparer l'ajournement à une des mesures de déjudiciarisation introduites dans le cadre d'une réforme récente du code de procédure pénale autrichien (1<sup>er</sup> janvier 2000). Ces mesures peuvent être imposées pour les infractions les moins graves. Le code prévoit ainsi que dans certaines circonstances le ministère public (avant le début de la procédure judiciaire) et le juge (pendant la procédure judiciaire mais avant la fin du procès) peuvent rendre une ordonnance ajournant l'affaire pour une période de mise à l'épreuve (un à deux ans). L'ordonnance peut prévoir une assistance du service de probation et/ou le respect de certaines obligations. La différence avec l'ajournement selon SPACE II est que ces ordonnances sont rendues sans que la personne ait été condamnée. Si le suspect n'est pas condamné pour un délit au cours de la période de mise à l'épreuve et s'il remplit les obligations qui lui ont été imposées, le ministère public ou le juge est tenu de classer l'affaire. Aucune obligation ne peut être imposée si le suspect n'a pas été pleinement informé des conséquences des mesures et des solutions de remplacement et s'il n'a pas accepté le règlement proposé. Les intérêts de la victime doivent aussi être pris en compte. En règle générale, le suspect doit indemniser la victime pour les dommages (financiers et/ou moraux) subis. Le droit pénal autrichien concernant les jeunes délinquants prévoit une mesure de déjudiciarisation analogue. En 2001, 11 495 décisions de ce type ont été prises à l'égard de délinquants adultes et mineurs (9 717 assorties d'obligations et 1 778 sans obligation).

Le tribunal pour enfants peut également prendre une décision de sursis de la condamnation pour une période de mise à l'épreuve de trois ans au maximum, s'il considère que cela suffira à dissuader le jeune délinquant de récidiver. Il y a eu en 2001 714 affaires de ce type. Cette mesure n'est pas prise en compte dans SPACE II parce qu'elle concerne exclusivement des délinquants mineurs.

#### Belgique

Toutes les ordonnances d'ajournements rendues en 2001 s'accompagnaient d'une mise à l'épreuve. Par conséquent, elles ne concernaient pas une peine principale.

#### Suède

Selon le droit pénal suédois, un tribunal peut prononcer une condamnation avec sursis dans le cas d'un délit pour lequel on considère qu'une amende ne constitue pas une peine suffisante. Les personnes condamnées avec sursis font l'objet d'une mise à l'épreuve de deux ans. Si le délinquant ne respecte pas les conditions imposées, le tribunal peut révoquer la condamnation avec sursis et imposer une autre peine.

### Obligation de traitement *ab initio*

#### Autriche

Le code pénal autrichien prévoit la possibilité d'imposer une obligation de traitement *ab initio* dans certaines circonstances aux délinquants souffrant de troubles mentaux ou aux délinquants alcooliques ou toxicomanes. En 2001, 119 ordonnances de ce type ont été rendues. On ne connaît pas la répartition par catégorie de délinquants. Cette mesure ne correspond pas pleinement à l'obligation de traitement *ab initio* selon SPACE II parce qu'elle implique une privation de liberté.

#### Belgique

Un traitement ne peut être imposé comme peine principale, mais seulement en même temps qu'une autre peine.

#### Slovénie

Le chiffre couvre le traitement psychiatrique et les soins obligatoires dans un établissement médical ainsi que le traitement psychiatrique obligatoire dans la communauté. Ce traitement est imposé en remplacement d'une condamnation pénale lorsque le délinquant n'est pas jugé pénalement responsable.

## **Obligation d'indemnisation**

### Autriche

En droit pénal autrichien, une obligation d'indemnisation ne constitue pas une condamnation principale.

### Belgique

Les ordonnances d'indemnisation ne peuvent être rendues *ab initio* que par le ministère public (et non par un tribunal).

### Royaume-Uni : Ecosse

De plus, 4 861 ordonnances d'indemnisation ont été rendues à titre de peine secondaire.

## **Travail d'intérêt général**

### Autriche

Il s'agit d'une des mesures de déjudiciarisation introduites avec la réforme du code de procédure pénale évoquée au sujet de l'ajournement. Des mesures de déjudiciarisation peuvent être prises dans certaines circonstances par le ministère public (avant la procédure judiciaire) ou par le juge (au cours de la procédure judiciaire) avant le prononcé du verdict. C'est pourquoi elles ne sont pas couvertes par SPACE II. En 2001, 848 ordonnances de travail d'intérêt général ont été rendues à l'égard de délinquants mineurs ou adultes.

### Belgique

Le travail d'intérêt général n'existait pas en 2001. Il a été introduit en tant que sanction autonome en 2002.

### République tchèque, Luxembourg et Pays-Bas

La ventilation du chiffre concernant le travail d'intérêt général fourni pour les tableaux 8.1 et 8.2 laisse supposer que l'interprétation par ces pays de la notion de travail d'intérêt général ne correspond pas à celle de SPACE II.

### Islande

Le chiffre se réfère au travail d'intérêt général ordonné pour l'exécution d'une peine de prison d'une certaine durée ou d'une amende convertie en peine de prison.

### Suède

Le travail d'intérêt général ne constitue pas une sanction principale. Il peut être ordonné en même temps qu'une condamnation avec sursis (6 382 condamnations en 2001) ou avec mise à l'épreuve (938 condamnations en 2001).

### Suisse

Le travail d'intérêt général ne constitue pas une peine imposée *ab initio*, mais un mode d'exécution d'une peine. Le chiffre se réfère à des peines de prison sans sursis à exécution et à des amendes converties en travail d'intérêt général. En outre, il concerne les cas où le travail d'intérêt général a commencé en 2001 (alors que la condamnation d'origine peut avoir été imposée avant).

### Royaume-Uni : Ecosse

Voir la note concernant les tableaux 8.1 et 8.2.

## **Probation**

### Autriche

En 2001, il y a eu 14 713 condamnations à des peines d'emprisonnement avec sursis, concernant des délinquants mineurs ou adultes. Toutes ces peines n'impliquaient pas une assistance et un contrôle dans la communauté. Les statistiques n'établissent pas de distinction entre la probation avec une assistance et un contrôle dans la communauté (c'est-à-dire la désignation d'un agent de probation) et la probation sans assistance et contrôle dans la communauté. En 2001, il y a eu 12 385 condamnations à des peines de prison avec sursis total et 2 328 à des peines de prison avec sursis partiel, prononcées à l'égard de délinquants mineurs ou adultes. En droit pénal autrichien il existe aussi la possibilité d'une condamnation au versement d'une amende avec sursis et mise à l'épreuve.

La mise à l'épreuve en tant que sanction autonome après que le délinquant ait été jugé coupable et sans condamnation à une peine d'emprisonnement n'existe en droit pénal autrichien que pour les mineurs. Le tribunal pour enfants peut dans certaines conditions rendre un jugement sans condamnation. Il y a eu en 2001 99 affaires de ce type. Comme il a été mentionné à propos de l'ajournement, le tribunal pour enfants peut également décider d'un sursis avec une période de mise à l'épreuve de trois au maximum, s'il considère que cela suffira à dissuader le jeune délinquant de récidiver. Il y a eu 714 sursis de ce type en 2001.

Bosnie-Herzégovie : Fédération

Le même chiffre (394) a été fourni pour la libération conditionnelle.

Allemagne

Chiffre pour 2000.

Royaume-Uni :

Ecosse

Voir note des tableaux 8.1 et 8.2.

### **Contrôle électronique**

Belgique

Le contrôle électronique ne constitue pas une peine principale mais un mode d'exécution d'une peine. C'est le Service pénitentiaire qui décide de l'application de cette mesure.

Suède

Le contrôle électronique n'est pas une peine principale mais un mode d'exécution d'une peine. Les personnes condamnées à un maximum de trois mois de détention peuvent demander à purger leur peine de prison de cette manière. En 2001, 2269 personnes ont commencé à purger leur peine de prison ainsi (mais certaines avaient probablement été condamnées en 2000).

### **Semi-liberté ab initio**

Belgique

Le contrôle électronique n'est pas une peine principale mais un mode d'exécution d'une peine. C'est le Service pénitentiaire qui décide de recourir à cette mesure.

Italie

Le chiffre se réfère à la semi-détention. En droit italien, c'est la mesure qui se rapproche le plus de la to semi-liberté ab initio.

### **Libération conditionnelle**

Bosnie-Herzégovine : Fédération

Le même chiffre (394) a été fourni pour la probation.

Slovénie

Le chiffre se réfère aux libérations conditionnelles ordonnées par la commission compétente. Les gouverneurs de prison peuvent aussi dans certaines circonstances libérer sous condition des délinquants ayant purgé au moins les trois quarts de leur peine et n'ayant plus qu'un mois à purger. En 2001, il y a eu 315 cas de ce type. Il n'y a pas de contrôle des détenus libérés sous condition.

**Tableau 2** Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : taux pour 100 000 habitants

	Nombre de condamnations	Nombre d'habitants (moyenne sur 2001) en milliers	Taux de condamnation pour 100 000 habitants
Albanie			
Andorre	66	66	100
Arménie			
Autriche	5718	8 130	70
Azerbaïdjan	14949	8 111	184
Belgique	12003	10 263	117
Bosnie-Herzégovine : Fédération	920	3 900	24
Bulgarie			
Croatie			
Chypre	1318	762	173
République tchèque	12533	10 268	122
Danemark	9489	5 359	177
Estonie	...	***	...
Finlande			
France			
Georgia			
Allemagne	40753	82 345	49
Grèce			
Hongrie	...	***	...
Islande	306	285	107
Irlande			
Italie	...	***	...
Lettonie	3272	2 355	139
Liechtenstein			
Lituanie	10406	3 481	299
Luxembourg	408	442	92
Malte			
Moldova	7061	3 631	194
Pays-Bas	21910	16 046	137
Norvège	8441	4 514	187
Pologne	(30687)	38 638	79
Portugal	5118	10 299	50
Roumanie	33955	22 430	151
Russie			
Saint Marin			
Slovaquie	4332	5 379	81
Slovénie	1197	1 992	60
Espagne			
Suède	12793	8 896	144
Suisse	...	***	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	4555	2 035	224
Turquie	...	***	...
Ukraine			
Royaume-Uni :			
Angleterre et Pays de Galles			
Irlande du Nord			
Ecosse	(16498)	5 115	323
Moyenne			137
Médiane			130
Minimum			24
Maximum			323

**Remarques - Tableau 2**

**Belgique**

Le chiffre englobe 17 condamnations militaires.

**Pologne**

Les données n'indiquent pas le nombre total de condamnations, mais le nombre total de privations absolues de liberté.

**Royaume-Uni :**

**Ecosse**

Le total de condamnations correspond à l'addition des différents sous totaux de condamnations selon la longueur de la peine (indiqués dans les séries de tableaux 3 et 4).

**Tableau 3.1 Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / effectifs**

	Moins d'un an	Un an à moins de 3 ans	3 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 10 ans	10 ans à moins de 20 ans	20 ans et plus	Peine à vie
Albanie							
Andorre	46	15	2	2	1	0	***
Arménie							
Autriche	4096	1212	222		181		7
Azerbaïdjan	205	1402	5006	5580	2598	0	158
Belgique	10203	1417	264	71	25	***	22
Bosnie-Herzégovine: Fédération	259	216	109	195	135	6	[---]
Bulgarie							
Croatie							
Chypre	805	438	49	16	9	0	1
République tchèque	8407	3563			562		1
Danemark	8645	629	109	99		***	3
Estonie	[---]	[---]	[---]	[---]	47	[---]	2
Finlande							
France							
Georgia							
Allemagne	24929	10990	3161	1364	202	...	107
Grèce							
Hongrie	...	...	...	...	...	...	...
Islande	245	42	8	7	4	0	0
Irlande							
Italie	...	...	...	...	...	...	...
Lettonie	386	2042	386	281	57	***	1
Liechtenstein							
Lituanie	817	3373	2353	2765	1010	9	0
Luxembourg	251				157		
Malte							
Moldova	41	506	1557	3110	1801		46
Pays-Bas	19658	1410	555	243	43	0	0
Norvège	7624	611	114	...	...	...	***
Pologne	13996	13054	2411	836	195	49	12
Portugal	782	1657	1149	1267	238	25	***
Roumanie	7079	...	...	3242	473	288	8
Russie							
Saint Marin							
Slovaquie	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Slovénie	814	270	79	29	5	0	***
Espagne							
Suède	10961		1822			***	10
Suisse	...	...	...	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	3716	723	77	31	8	***	***
Turquie	...	...	...	...	...	...	...
Ukraine							
Royaume-Uni :							
Angleterre et Pays de Galles							
Irlande du Nord							
Ecosse	14487	1326	358	264	29	0	34

**Tableau 3.2 Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / pourcentages**

	Moins d'un an	Un an à moins de 3 ans	3 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 10 ans	10 ans à moins de 20 ans	20 ans et plus	Peine à vie	
Albanie								
Andorre	69,7	22,7	3,0	3,0	1,5	0,0	***	
Arménie								
Autriche	71,6	21,2	3,9	3,2			0,1	
Azerbaïdjan	1,4	9,4	33,5	37,3	17,4	0,0	1,1	
Belgique	85,0	11,8	2,2	0,6	0,2	***	0,2	
Bosnie-Herzégovine: Fédération	28,2	23,5	11,8	21,2	14,7	0,7	[--]	
Bulgarie								
Croatie								
Chypre	61,1	33,2	3,7	1,2	0,7	0,0	0,1	
République tchèque	67,1	28,4		4,5			0,01	
Danemark	91,1	6,6	1,1	1,0		***	0,0	
Estonie	[--]	[--]	[--]	[--]	...	[--]	...	
Finlande								
France								
Georgia								
Allemagne	61,2	27,0	7,8	3,3	0,5	...	0,3	
Grèce								
Hongrie	...	...	...	...	...	...	...	
Islande	80,1	13,7	2,6	2,3	1,3	0,0	0,0	
Irlande								
Italie								
Lettonie	11,8	62,4	15,4	8,6	1,7	***	0,0	
Liechtenstein								
Lituanie	7,9	32,4	22,6	26,6	9,7	0,1	0,0	
Luxembourg	61,5	38,5						
Malte								
Moldova	0,6	7,2	22,1	44,0	25,5		0,7	
Pays-Bas	89,7	6,4	2,5	1,1	0,2	0,0	0,0	
Norvège	90,3	7,2	1,4	...	...	...	***	
Pologne	45,6	42,5	7,9	2,7	0,6	0,2	0,04	
Portugal	15,3	32,4	22,5	24,8	4,7	0,5	***	
Roumanie	20,8	...	...	9,5	1,4	0,8	0,02	
Russie								
Saint Marin								
Slovaquie	[--]	[--]	[--]	[--]	[--]	[--]	[--]	
Slovénie	68,0	22,6	6,6	2,4	0,4	0,0	***	
Espagne								
Suède	85,7	14,2					***	0,1
Suisse	...	...	...	...	...	...	...	
« L.E.R.Y. Macédoine »	81,6	15,9	1,7	0,7	0,2	***	***	
Turquie	...	...	...	...	...	...	...	
Ukraine								
Royaume-Uni :								
Angleterre et Pays de Galles								
Irlande du Nord								
Ecosse	87,8	8,0	2,2	1,6	0,2	0,0	0,2	
Moyenne	55,8	21,4	9,2	11,2	3,5	0,2	0,2	
Médiane	67,1	21,2	3,9	3,0	1,0	0,0	0,1	
Minimum	0,6	6,4	1,1	0,6	0,2	0,0	0,0	
Maximum	91,1	62,4	33,5	44,0	17,4	0,8	1,1	

**Tableau 3.3 Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / fréquences cumulées en %**

	Ensemble des peines	Moins d'un an (Tableau 3.2)	1 an et plus (à temps)	3 ans et plus (à temps)	5 ans et plus (à temps)	10 ans et plus (à temps)	20 ans et plus (à temps)	Peine à vie (Tableau 3.2)
Albanie								
Andorre	100,0	69,7	30,3	7,6	4,5	1,5	0,0	***
Arménie								
Autriche	100,0	71,6	28,2	7,0	3,2	...	...	0,1
Azerbaïdjan	100,0	1,4	97,6	88,2	54,7	17,4	0,0	1,1
Belgique	100,0	85,0	14,8	3,0	0,8	0,2	***	0,2
Bosnie-Herzégovine: Fédération	100,0	28,2	71,8	48,4	36,5	15,3	0,7	[---]
Bulgarie								
Croatie								
Chypre	100,0	61,1	38,8	5,6	1,9	0,7	0,0	0,1
République tchèque	100,0	67,1	32,9	...	4,5	...	...	0,01
Danemark	100,0	91,1	8,8	2,2	1,0	...	***	0,0
Estonie	...	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	...
Finlande								
France								
Georgia								
Allemagne	100,0	61,2	38,6	11,6	3,8	0,5	...	0,3
Grèce								
Hongrie	...	...	...	...	...	...	...	...
Islande	100,0	80,1	19,9	6,2	3,6	1,3	0,0	0,0
Irlande								
Italie	...	...	...	...	...	...	...	...
Lettonie	100,0	11,8	88,2	25,8	10,3	1,7	***	0,0
Liechtenstein								
Lituanie	(99,2)	7,9	91,4	59,0	36,4	9,8	0,1	0,0
Luxembourg	100,0	61,5	38,5	...	...	...	...	...
Malte								
Moldova	100,0	0,6	98,8	91,6	69,6	25,5	...	0,7
Pays-Bas	100,0	89,7	10,3	3,8	1,3	0,2	0,0	0,0
Norvège	98,9	90,3	8,6	1,4	...	...	...	***
Pologne	(99,6)	45,6	53,9	11,4	3,5	0,8	0,2	0,04
Portugal	100,0	15,3	84,7	52,3	29,9	5,1	0,5	***
Roumanie	32,7	20,8	...	...	11,8	2,2	0,8	0,02
Russie								
Saint Marin								
Slovaquie	...	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Slovénie	100,0	68,0	32,0	9,4	2,8	0,4	0,0	***
Espagne								
Suède	100,0	85,7	14,2	...	...	...	***	0,1
Suisse	...	...	...	...	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	100,0	81,6	18,4	2,5	0,9	0,2	***	***
Turquie	...	...	...	...	...	...	...	...
Ukraine								
Royaume-Uni :								
Angleterre et Pays de Galles								
Irlande du Nord								
Ecosse	100,0	87,8	12,0	3,9	1,8	0,2	0,0	0,2
Moyenne		55,8	42,4	23,2	14,1	4,9	0,2	0,2
Médiane		67,1	32,5	7,6	3,7	1,3	0,0	0,1
Minimum		0,6	8,6	1,4	0,8	0,2	0,0	0,0
Maximum		91,1	98,8	91,6	69,6	25,5	0,8	1,1



## **Remarques – Tableaux 3.1 à 3.3**

### **Autriche**

#### **Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001**

Les chiffres couvrent les condamnations d'adultes et de mineurs.

La répartition des peines est la suivante: jusqu'à 3 mois (y compris une peine de 3 mois), plus de 3 mois jusqu'à 6 mois (y compris une peine de 6 mois) etc.

### **Belgique**

La répartition des peines selon leur durée couvre au total 12 002 peines (au lieu de 12 003 comme indiqué au tableau 2).

### **République tchèque**

Les 562 sentences placées sous la rubrique « plus de 5 ans » sont distribuées de la manière suivante :

- 5 ans à moins de 15 ans : 547
- 15 ans et plus : 15

### **Danemark**

Les 99 sentences placées sous la rubrique « 5 ans à moins de 20 ans » sont distribués de la manière suivante :

- 5 ans à moins de 12 ans : 93
- 12 ans à 16 ans : 6

Il faut encore ajouter 4 condamnations à une détention à durée indéterminée (condamnation à une privation de liberté de durée indéterminée pour crimes graves) pour arriver au total de 9489 peines privatives de liberté.

### **Lettonie**

La répartition des peines est la suivante: plus d'un an à 3 ans, plus de 3 ans à 5 ans, plus de 5 ans à 10 ans, plus de 10 ans.

### **Lituanie**

L'addition des catégories donne un total inférieur à 100% pour des raisons inconnues.

### **Moldova**

Les 1801 sentences placées sous la rubrique « plus de 10 ans » sont distribuées de la manière suivante :

- 10 ans à moins de 15 ans : 1402
- 15 ans et plus : 399

### **Pays Bas**

La répartition des peines selon la durée est donnée pour un nombre total de 21 909 condamnations (au lieu des 21 910 indiquées au tableau 2).

### **Norvège**

L'addition des catégories donne un total inférieur à 100% parce que des données n'étaient pas disponibles pour trois catégories.

### **Pologne**

L'addition des catégories donne un total inférieur à 100% parce que le total ne correspond pas au nombre total de condamnations, mais au nombre total de privations absolues de liberté (voir le remarque au Tableau 2).

### **Roumanie**

L'addition des catégories donne un total inférieur à 100% parce que des données n'étaient pas disponibles pour deux catégories.

### **« L.E.R.Y. Macédoine »**

Selon le Code penal, la detention ne peut être inférieure à 30 jours ou supérieure à 15 ans.

### **Royaume-Uni : Ecosse**

Dans un cas dont la durée de la peine n'était pas connue.

**Tableau 4.1 Condamnations à l'emprisonnement de moins d'un an, prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / effectifs**

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	Ensemble moins d'un an (Tableau 3.1.)
Albanie				
Andorre	32	6	8	46
Arménie				
Autriche	1800	1137	1159	4096
Azerbaïdjan	***	67	138	205
Belgique	5086	3131	1986	10203
Bosnie et Herzégovine: Fédération	62	83	114	259
Bulgarie				
Croatie				
Chypre	444	227	134	805
République tchèque		8407		8407
Danemark	6343	1476	826	8645
Estonie	[---]	[---]	[---]	[---]
Finlande				
France				
Georgia				
Allemagne	11543		13386	24929
Grèce				
Hongrie	...	...	...	...
Islande	153	64	28	245
Irlande				
Italie	...	...	...	...
Lettonie		386		386
Liechtenstein				
Lituanie	0	229	588	817
Luxembourg	47	66	138	251
Malte				
Moldova	***	***	41	41
Pays-Bas	15297	2766	1595	19658
Norvège	5888	790	946	7624
Pologne	***	920	13076	13996
Portugal	117	195	654	966
Roumanie	3168	...	3911	7079
Russie				
Saint Marin				
Slovaquie	[---]	[---]	[---]	[---]
Slovénie	191	312	311	814
Espagne				
Suède	5541	2538	2882	10961
Suisse	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	1353	1372	991	3716
Turquie	...	...	...	...
Ukraine				
Royaume-Uni :				
Angleterre et Pays de Galles				
Irlande du Nord				
Ecosse	4691	7148	2648	14487

**Tableau 4.2 Condamnations à l'emprisonnement de moins d'un an, prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / pourcentages**

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	Ensemble moins d'un an
Albanie				
Andorre	69,6	13,0	17,4	100
Arménie				
Autriche	43,9	27,8	28,3	100
Azerbaïdjan	***	32,7	67,3	100
Belgique	49,8	30,7	19,5	100
Bosnie et Herzégovine: Fédération	23,9	32,0	44,0	100
Bulgarie				
Croatie				
Chypre	55,2	28,2	16,6	100
République tchèque	100,0			100
Danemark	73,4	17,1	9,6	100
Estonie	[---]	[---]	[---]	...
Finlande				
France				
Georgia				
Allemagne	46,3		53,7	100
Grèce				
Hongrie	...	...	...	...
Islande	62,4	26,1	11,4	100
Irlande				
Italie	...	...	...	...
Lettonie	100,0			100
Liechtenstein				
Lituanie	0,0	28,0	72,0	100
Luxembourg	18,7	26,3	55,0	100
Malte				
Moldova	***	***	100,0	100
Pays-Bas	77,8	14,1	8,1	100
Norvège	77,2	10,4	12,4	100
Pologne	***	6,6	93,4	100
Portugal	12,1	20,2	67,7	100
Roumanie	44,8	...	55,2	100
Russie				
Saint Marin				
Slovaquie	[---]	[---]	[---]	...
Slovénie	23,5	38,3	38,2	100
Espagne				
Suède	50,6	23,2	26,3	100
Suisse	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	36,4	36,9	26,7	100
Turquie	...	...	...	...
Ukraine				
Royaume-Uni :				
Angleterre et Pays de Galles				
Irlande du Nord				
Ecosse	32,4	49,3	18,3	100
Moyenne	44,2	25,6	40,1	
Médiane	44,8	27,1	28,3	
Minimum	0,0	6,6	8,1	

<i>Maximum</i>	77,8	49,3	100,0
----------------	------	------	-------

**Tableau 4.3 Condamnations à l'emprisonnement de moins d'un an, prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / fréquences cumulées en %**

	Ensemble moins d'un an	Moins de 3 mois (Tableau 4.2)	Moins de 6 mois
Albanie			
Andorre	100	69,6	82,6
Arménie			
Autriche	100	43,9	71,7
Azerbaïdjan	100	***	32,7
Belgique	100	49,8	80,5
Bosnie et Herzégovine: Fédération	100	23,9	56,0
Bulgarie			
Croatie			
Chypre	100	55,2	83,4
République tchèque	100	...	...
Danemark	100	73,4	90,4
Estonie	...	[---]	[---]
Finlande			
France			
Georgia			
Allemagne	100	...	46,3
Grèce			
Hongrie	...	...	...
Islande	100	62,4	88,6
Irlande			
Italie	...	...	...
Lettonie	100	...	...
Liechtenstein			
Lituanie	100	0,0	28,0
Luxembourg	100	18,7	45,0
Malte			
Moldova	***	***	***
Pays-Bas	100	77,8	91,9
Norvège	100	77,2	87,6
Pologne	100	***	6,6
Portugal	100	12,1	32,3
Roumanie	100	44,8	...
Russie			
Saint Marin			
Slovaquie	...	[---]	[---]
Slovénie	100	23,5	61,8
Espagne			
Suède	100	50,6	73,7
Suisse	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	100	36,4	73,3
Turquie	...	...	...
Ukraine			
Royaume-Uni :			
Angleterre et Pays de Galles			
Irlande du Nord			
Ecosse	100	32,4	81,7
<i>Moyenne</i>		44,2	63,9
<i>Médiane</i>		44,8	73,3
<i>Minimum</i>		0,0	6,6
<i>Maximum</i>		77,8	91,9

**Remarques – Tableaux 4.1 à 4.3**

**Belgique**

Le chiffre au tableau 4.1 pour les peines de détention inférieures à 3 mois comprend 16 condamnations militaires et le chiffre pour 3 mois à moins de 6 mois comprend 1 condamnation militaire.



	Ajournement	Obligation traitement <i>ab initio</i>	Obligation d'indemnisation	Travail d'intérêt Général	Probation	Contrôle électronique	Semi-liberté <i>Ab initio</i>	Libération conditionnelle	Sanctions et mesures mixtes
Saint Marin									
Slovaquie	379,3	9,9	***	***	***	***	***		...
Slovénie	***	3,0	***	***	...	***	***		***
Espagne									
Suède	(73,7)	***	...	33,8	50,3	***	***		***
Suisse	***	...	***	(...)	...	(...)	***		***
« L.E.R.Y. Macédoine »	53,2	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]		[---]
Turquie	...	...	...	...	...	...	***		***
Ukraine									
Royaume-Uni :									
Angleterre et Pays de Galles									
Irlande du Nord									
Ecosse	...	...	6,9	29,5	49,5	1,2	***		...

Voir les remarques concernant le Tableau 1.





	Ajournement	Obligation traitement <i>ab initio</i>	Obligation d'indemnisation	Travail d'intérêt Général	Probation	Contrôle électronique	Semi- liberté <i>ab initio</i>	Libération conditionnelle	Sanctions et mesures mixtes
Saint Marin									
Slovaquie	...	...	***	***	***	***	***		...
Slovénie		4,4					***		***
Espagne									
Suède	(86,1)	***	...	39,4	58,7	***	***		***
Suisse		...	***	(...)	...	(...)	***		***
« L.E.R.Y. Macédoine »	65,2	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]		[---]
Turquie	...	...	...	...	...	...	***		***
Ukraine									
Royaume-Uni :									
Angleterre et Pays de Galles									
Irlande du Nord									
Ecosse	...	...	7,9	33,6	56,4	1,4	***		...

Voir les remarques concernant le Tableau 1.

Tableau 7.1 Obligations de traitement prononcées *ab initio* en 2001 : effectifs

	Obligations de traitement prononcées <i>ab initio</i> , conçus pour des ...				
	Ensemble	Toxicomanes	Alcooliques	Personnes atteintes de troubles psychiques	Condamnés pour une infraction sexuelle
Albanie					
Andorre	0	0	0	0	0
Arménie					
Autriche	***	***	***	***	***
Azerbaïdjan	***	***	***	***	***
Belgique	***	***	***	***	***
Bosnie et Herzégovine: Fédération	92	[---]	[---]	[---]	[---]
Bulgarie					
Croatie					
Chypre	...	33	...	...	3
République tchèque	...	...	...	...	...
Danemark	2007	33	1627	326	21
Estonie	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Finlande					
France					
Georgia					
Allemagne	***	***	***	***	***
Grèce					
Hongrie	264	***	158	106	***
Islande	...	...	...	...	...
Irlande					
Italie	***	***	***	***	***
Lettonie	...	...	...	...	...
Liechtenstein					
Lituanie	***	***	***	***	***
Luxembourg	...	...	...	...	...
Malte					
Moldova	...	...	...	...	...
Pays-Bas	***	***	***	***	***
Norvège	...	...	...	...	...
Pologne	...	...	...	...	***
Portugal	31	3	***	28	***
Roumanie	246	...	...	...	...
Russie					
Saint Marin					
Slovaquie	429	250	135	...	...
Slovénie	36	***	***	36	***
Espagne					
Suède	***	***	***	***	***
Suisse	...	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	...	134	3	...	32
Ukraine					
Royaume-Uni : Angleterre et Pays de Galles					
Irlande du Nord					
Ecosse	...	276	...	...	...

Tableau 7.2 Obligations de traitement prononcées *ab initio* en 2001 : pourcentages

	Obligations de traitement prononcées <i>ab initio</i> , conçus pour des ...				
	Ensemble	Toxicomanes	Alcooliques	Personnes atteintes de troubles psychiques	Condamnés pour une infraction sexuelle
Albanie					
Andorre	0	0	0	0	0
Arménie					
Autriche	***	***	***	***	***
Azerbaïdjan	***	***	***	***	***
Belgique	***	***	***	***	***
Bosnie et Herzégovine : Fédération	100,0	[---]	[---]	[---]	[---]
Bulgarie					
Croatie					
Chypre	...	...	...	...	...
République tchèque	...	...	...	...	...
Danemark	100,0	1,6	81,1	16,2	1,0
Estonie	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Finlande					
France					
Georgia					
Allemagne	***	***	***	***	***
Grèce					
Hongrie	100,0	***	59,8	40,2	***
Islande	...	...	...	...	...
Irlande					
Italie	***	***	***	***	***
Lettonie	...	...	...	...	...
Liechtenstein					
Lituanie	***	***	***	***	***
Luxembourg	...	...	...	...	...
Malte					
Moldova	...	...	...	...	...
Pays-Bas	***	***	***	***	***
Norvège	...	...	...	...	...
Pologne	...	...	...	...	***
Portugal	100,0	9,7	***	90,3	***
Roumanie	100,0	...	...	...	...
Russie					
Saint Marin					
Slovaquie	89,8	58,3	31,5	...	...
Slovénie	100,0	***	***	100,0	***
Espagne					
Suède	***	***	***	***	***
Suisse	...	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	...	...	...	...	...
Ukraine					
Royaume-Uni : Angleterre et Pays de Galles					
Irlande du Nord					
Ecosse	...	...	...	...	...

## **Remarques – Tableaux 7.1 et 7.2**

### **Remarque générale**

Voir les remarques concernant le Tableau 1.

### **Slovaquie**

L'addition des catégories donne un total inférieur à 100% parce que des données n'étaient pas disponibles pour deux catégories.

**Tableau 8.1 Peines de travail d'intérêt général prononcées en 2001 : effectifs**

- A. Sanctions autonomes après déclaration de culpabilité  
 B. Dans le cadre du prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis total à exécution  
 C. Sanctions prononcées après non-paiement d'amende  
 D. Peine privative de liberté sans sursis, suivi d'un travail d'intérêt général, après libération  
 E. Travail d'intérêt général dans le cadre d'une probation (sanction autonome) ou bien autres cas

	Ensemble	A	B	C	D	E
Albanie						
Andorre	0	***	0	***	0	***
Arménie						
Autriche	***	***	***	***	***	***
Azerbaïdjan	0	0	...	...	***	***
Belgique	3567	***	...	***	***	734
Bosnie et Herzégovine : Fédération	***	***	***	***	***	***
Bulgarie						
Croatie						
Chypre	0	0	***	***	***	0
République tchèque	(8835)	***	***	***	***	***
Danemark	4238	...	...	***	74	4164
Estonie	[---]	...	[---]	...	[---]	[---]
Finlande						
France						
Georgia						
Allemagne	...	...	***	31372	***	***
Grèce						
Hongrie	...	...	...	...	...	...
Islande	(142)	***	***	***	***	***
Irlande						
Italie	***	***	***	***	***	***
Lettonie	1014	1014	***	***	***	***
Liechtenstein						
Lituanie	155	***	***	155	***	...
Luxembourg	(116)	***	***	***	***	***
Malte						
Moldova	***	***	***	***	***	***
Pays-Bas	(22416)	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Norvège	766	...	***	***	...	***
Pologne	25284	14507	***	10777	***	***
Portugal	...	94	...	***	***	...
Roumanie	***	***	***	***	***	***
Russie						
Saint Marin						
Slovaquie	***	***	***	***	***	***
Slovénie	***	***	***	***	***	***
Espagne						
Suède	4320	***	***	***	***	4320
Suisse	(4027)	***	***	***	***	(...)
« L.E.R.Y. Macédoine »	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	...	...	...	...	...	...
Ukraine						
Royaume-Uni : Angleterre et Pays de Galles						
Irlande du Nord						
Ecosse	4869	4869	***	***	***	(1441)

**Tableau 8.2 Peines de travail d'intérêt général prononcées en 2001 : pourcentages**

- A. Sanctions autonomes après déclaration de culpabilité
- B. Dans le cadre du prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis total à exécution
- C. Sanctions prononcées après non-paiement d'amende
- D. Peine privative de liberté sans sursis, suivi d'un travail d'intérêt général, après libération
- E. Travail d'intérêt général dans le cadre d'une probation (sanction autonome) ou bien autres cas

	Ensemble	A	B	C	D	E
Albanie						
Andorre	0	***	0	***	0	***
Arménie						
Autriche	***	***	***	***	***	***
Azerbaïdjan	0	0	...	...	***	***
Belgique	(20,6)	***	...	***	***	20,6
Bosnie et Herzégovine : Fédération	***	***	***	***	***	***
Bulgarie						
Croatie						
Chypre	0	0	***	***	***	0
République tchèque	(...)	***	***	***	***	***
Danemark	100,0	...	...	***	1,7	98,3
Estonie	...	...	[---]	...	[---]	[---]
Finlande						
France						
Georgia						
Allemagne	...	...	***	...	***	***
Grèce						
Hongrie	...	...	...	...	...	...
Islande	(...)	***	***	***	***	***
Irlande						
Italie	***	***	***	***	***	***
Lettonie	100,0	100,0	***	***	***	***
Liechtenstein						
Lituanie	100,0	***	***	100,0	***	...
Luxembourg	(...)	***	***	***	***	***
Malte						
Moldova	***	***	***	***	***	***
Pays-Bas	(...)	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Norvège	...	...	***	***	...	***
Pologne	100,0	57,4	***	42,6	***	***
Portugal	...	...	...	***	***	...
Roumanie	***	***	***	***	***	***
Russie						
Saint Marin						
Slovaquie	***	***	***	***	***	***
Slovénie	***	***	***	***	***	***
Espagne						
Suède	100,0	***	***	***	***	100,0
Suisse	(...)	***	***	***	***	(...)
« L.E.R.Y. Macédoine »	...	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	...	...	...	...	...	...
Ukraine						
Royaume-Uni : Angleterre et Pays de Galles						
Irlande du Nord						
Ecosse	100,0	100,0	***	***	***	(...)

## Remarques – Tableaux 8.1 et 8.2

### Remarque générale

Voir les notes concernant le Tableau 1.

### Belgique

L'addition des catégories donne un total inférieur à 100% parce que des données n'étaient pas disponibles pour certaines catégories.

Travail d'intérêt général dans le cadre d'une probation (sanction autonome) ou bien autres cas : 734 peines dont 675 imposées par le parquet et 59 dans le cadre de libération sous conditions.

### Allemagne

**Travail d'intérêt général:** peine imposée en cas de non paiement d'une amende: chiffre pour 1999 (sauf Berlin, Hambourg et Schleswig-Holstein).

### Royaume-Uni: Ecosse

**Travail d'intérêt général dans le cadre d'une probation (sanction autonome) ou travail d'intérêt général: autres cas.**

1 441 cas non compris dans le total de 4 869 mais compris dans les totaux de la catégorie «probation» et de la sous-catégorie «probation: sanction autonome après déclaration de culpabilité (sans qu'une peine de détention ait été prononcée)».

Cela signifie que lorsqu'un travail d'intérêt général est imposé avec une peine de probation, il n'est pas considéré comme une sanction autonome; par conséquent, seule la peine de probation est comptée.

Si cela n'avait pas été le cas, l'Ecosse aurait compté 6 310 peines de travail d'intérêt général, dont 4 869 (77,2 %) en tant que sanctions autonomes et 1 441 (22,8 %) dans le cadre d'une probation.



**Tableau 9.1 Mesures de probation prononcées en 2001 : effectifs**

A. Sanctions autonomes après déclaration de culpabilité, sans prononcé d'une peine privative de liberté  
 B. Prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis total à exécution (\*)  
 C. Prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis partiel à exécution (\*)

	<b>Ensemble</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>
Albanie				
Andorre	472	***	445	27
Arménie				
Autriche	...	***	...	...
Azerbaïdjan	***	***	***	***
Belgique	4177	***	2265	1912
Bosnie et Herzégovine : Fédération	[---]	[---]	[---]	[---]
Bulgarie				
Croatie				
Chypre	179	17	162	...
République tchèque	...	***	...	***
Danemark	1820	1300	300	220
Estonie	[---]	[---]	[---]	[---]
Finlande				
France				
Georgia				
Allemagne	84552	***	84552	***
Grèce				
Hongrie	...	...	...	...
Islande	17	...	13	4
Irlande				
Italie	***	***	***	***
Lettonie	***	***	***	***
Liechtenstein				
Lituanie	***	***	***	***
Luxembourg	275	***	219	56
Malte				
Moldova	6029	5788	241	...
Pays-Bas	***	***	***	***
Norvège	12440	***	10255	2185
Pologne	171662	***	15977	***
Portugal	...	...	1743	***
Roumanie	***	***	***	***
Russie				
Saint Marin				
Slovaquie	***	***	***	***
Slovénie	...	***	...	***
Espagne				
Suède	6429	6164	***	***
Suisse	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	...	...	...	...
Ukraine				
Royaume-Uni : Angleterre et Pays de Galles				
Irlande du Nord				
Ecosse	8171	8171	***	***

**Tableau 9.2 Mesures de probation prononcées en 2001 / pourcentages**

A. Sanctions autonomes après déclaration de culpabilité, sans prononcé d'une peine privative de liberté  
 B. Prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis total à exécution (\*)  
 C. Prononcé d'une peine privative de liberté avec sursis partiel à exécution (\*)

	<b>Ensemble</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>
Albanie				
Andorre	100,0	***	94,3	5,7
Arménie				
Autriche	...	***	***	***
Azerbaïdjan	***	***	***	***
Belgique	100	***	54,2	45,8
Bosnie et Herzégovine : Fédération	[---]	[---]	[---]	[---]
Bulgarie				
Croatie				
Chypre	100,0	9,5	90,5	...
République tchèque	...	***	...	***
Danemark	100,0	71,4	16,5	12,1
Estonie	...	[---]	[---]	[---]
Finlande				
France				
Georgia				
Allemagne	100,0	***	100,0	***
Grèce				
Hongrie	...	...	...	...
Islande	100,0	...	76,5	23,5
Irlande				
Italie	***	***	***	***
Lettonie	***	***	***	***
Liechtenstein				
Lituanie	***	***	***	***
Luxembourg	100,0	***	79,6	20,4
Malte				
Moldova	100,0	96,0	4,0	...
Pays-Bas	***	***	***	***
Norvège	100,0	***	82,4	17,6
Pologne	(9,3)	***	9,3	***
Portugal	...	...	...	...
Roumanie	***	***	***	***
Russie				
Saint Marin				
Slovaquie	***	***	***	***
Slovénie	...	***	...	***
Espagne				
Suède	(95,9)	95,9	***	***
Suisse	...	...	...	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	...	[---]	[---]	[---]
Turquie	...	...	...	...
Ukraine				
Royaume-Uni : Angleterre et Pays de Galles				
Irlande du Nord				
Ecosse	100,0	100,0	***	***

## **Remarques – Tableaux 9.1 et 9.2**

### **Remarque générale:**

Voir les notes concernant le Tableau 1.

### **Danemark**

Les chiffres pour A, B et C sont des estimations.

### **Pologne et Suède**

L'addition des catégories A, B et C donne un total inférieur à 100% parce que les catégories du système national ne correspondent pas aux catégories prévues dans SPACE II.

### **Royaume-Uni :**

#### **Ecosse**

Voir la note concernant les Tableaux 8.1 et 8.2.

**Tableau 10.1 Sanctions et mesures mixtes prononcées en 2001 (autres que celles indiquées dans le Tableau 9, item C) : effectifs**

	Ensemble	Peine privative de liberté sans sursis, suivie d'une obligation de traitement après libération, conçue pour des ...			
		toxicomanes	alcooliques	personnes atteintes de troubles psychiques	condamnés pour une infraction sexuelle
Albanie					
Andorre	8	5	2	1	0
Arménie					
Autriche	***	***	***	***	***
Azerbaïdjan	***	***	***	***	***
Belgique	***	***	***	***	***
Bosnie et Herzégovine: Fédération	21	18	3	[---]	[---]
Bulgarie					
Croatie					
Chypre	***	***	***	***	***
République tchèque	...	...	...	...	...
Danemark	***	***	***	***	***
Estonie	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Finlande					
France					
Georgia					
Allemagne	***	***	***	***	***
Grèce					
Hongrie	***	***	***	***	***
Islande	0	0	0	0	0
Irlande					
Italie	***	***	***	***	***
Lettonie	...	...	...	...	...
Liechtenstein					
Lituanie	***	***	***	***	***
Luxembourg	...	...	...	...	...
Malte					
Moldova	***	***	***	***	***
Pays-Bas	***	***	***	***	***
Norvège	***	***	***	***	***
Pologne	***	***	***	***	***
Portugal	***	***	***	***	***
Roumanie	40	2	...	38	...
Russie					
Saint Marin					
Slovaquie	...	...	...	...	...
Slovénie	***	***	***	***	***
Espagne					
Suède	***	***	***	***	***
Suisse	***	***	***	***	***
« L.E.R.Y. Macédoine »	[---]	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	***	***	***	***	***
Ukraine					
Royaume-Uni :					
Angleterre et Pays de Galles					
Irlande du Nord					
Ecosse	...	...	...	...	...

**Tableau 10.2 Sanctions et mesures mixtes prononcées en 2001 (autres que celles indiquées dans le Tableau 9, item C) : pourcentages**

	Ensemble	Peine privative de liberté sans sursis, suivie d'une obligation de traitement après libération, conçue pour des...			
		toxicomanes	alcooliques	personnes atteintes de troubles psychiques	condamnés pour une infraction sexuelle
Albanie					
Andorre	100,0	62,5	25,0	12,5	0,0
Arménie					
Autriche	***	***	***	***	***
Azerbaïdjan	***	***	***	***	***
Belgique	***	***	***	***	***
Bosnie et Herzégovine: Fédération	100,0	85,7	14,3	[---]	[---]
Bulgarie					
Croatie					
Chypre	***	***	***	***	***
République tchèque	...	...	...	...	...
Danemark	***	***	***	***	***
Estonie	...	[---]	[---]	[---]	[---]
Finlande					
France					
Georgia					
Allemagne	***	***	***	***	***
Grèce					
Hongrie	***	***	***	***	***
Islande	0	0	0	0	0
Irlande					
Italie	***	***	***	***	***
Lettonie	...	...	...	...	...
Liechtenstein					
Lituanie	***	***	***	***	***
Luxembourg	...	...	...	...	...
Malte					
Moldova	***	***	***	***	***
Pays-Bas	***	***	***	***	***
Norvège	***	***	***	***	***
Pologne	***	***	***	***	***
Portugal	***	***	***	***	***
Roumanie	100,0	5,0	...	95,0	...
Russie					
Saint Marin					
Slovaquie	...	...	...	...	...
Slovénie	***	***	***	***	***
Espagne					
Suède	***	***	***	***	***
Suisse	***	***	***	***	***
« L.E.R.Y. Macédoine »	...	[---]	[---]	[---]	[---]
Turquie	***	***	***	***	***
Ukraine					
Royaume-Uni :					
Angleterre et Pays de Galles					
Irlande du Nord					
Ecosse	...	...	...	...	...

**Tableau 11 Autres sanctions et mesures, appliquées dans la communauté (avec assistance et surveillance) prononcées en 2001, qui ont paru statistiquement importantes dans le pays considéré et qui ne sont pas couvertes par les items précédents**

	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Effectifs</b>
<b>Andorre</b>	1) Libération conditionnelle à la justification d'une occupation de travail	4
	2) Libération conditionnelle à s'abstenir de rentrer en contact avec des personnes très déterminées	1
	3) Libération conditionnelle à s'abstenir de sortir du domicile pendant un horaire concret	1
	4) Libération conditionnelle à l'obligation d'indemniser la victime	6
	5) Libération conditionnelle à l'obligation de paiement régulier de pensions alimentaires	2
<b>Chypre</b>	Caution de respecter l'ordre public.	448
<b>République tchèque</b>	1) Cessation conditionnelle de poursuites imposées (ordonnée par: le ministère public le tribunal	7 704 3 589
	2) Règlement juridique (médiation)	242
<b>Danemark</b>	1) Traitement plutôt que détention (en remplacement d'une peine de prison)	319
	2) Retrait des charges: selon la loi danoise sur l'administration de la justice pénale, paragraphe 723, le juge peut décider de retirer des charges et d'ordonner un contrôle pour une certaine période. Cela concerne essentiellement des jeunes délinquants. Dans les 13 cas signalés dans SPACE II, le contrôle était assuré par le service de probation.	13
<b>Islande</b>	1) Détenus transférés d'une prison pour les 6 dernières semaines de leur détention vers un programme de désintoxication dans un établissement privé traitant l'alcoolisme et la toxicomanie.	28
	2) Détenus transférés de prison pour les 6 derniers mois de leur peine vers un foyer géré par l'association d'aide aux détenus.	43
	3) Retrait conditionnel (abandon) des poursuites avec contrôle de 2 ans.	97
<b>Italie</b>	1) Assignation au service social à titre de mise à l'épreuve (mesure alternative à la détention)	14454 (dont 3321 concedées à condamnés toxicomanes ou alcooliques)
	2) Détention à domicile (mesure alternative concédée à certaines catégories de condamnés)	7476
	3) Semi-liberté (mesure alternative à la détention concédée aux condamnés à la détention)	1835
<b>Lettonie</b>	Peine accompagnée d'un sursis avec des obligations. Obligations: 1) réparer le dommage causé; 2) ne pas changer de lieu de résidence; 3) se présenter régulièrement pour pointer dans un établissement spécifié.	6938
<b>Pays-Bas</b>	1) Ordonnance de placement à l'hôpital. Cette mesure peut être imposée à des inculpés qui souffraient d'un retard de développement ou d'une maladie mentale lorsqu'ils ont commis leur crime.	53
	2) Placement dans un établissement spécialisé pour le traitement de la toxicomanie.	7
<b>Portugal</b>	Peine de détention avec sursis complet.	7820

	<b>Nature de la mesure</b>	<b>Effectifs</b>
<b>Slovaquie</b>	Mesure d'éducation et protection.	6
<b>Slovénie</b>	<p>Travail effectué pour des organisations humanitaires ou la collectivité locale.</p> <p>Cette sanction est ordonnée par le tribunal en remplacement d'une peine de prison de 3 mois au maximum. Le délinquant purge cette peine en travaillant pour une organisation humanitaire ou une collectivité locale. Le délinquant n'a donc pas de contact avec une institution pénitentiaire. Sa liberté personnelle est limitée pendant le temps nécessaire à son travail pour une organisation humanitaire ou la collectivité locale en remplacement d'une peine de détention. Cette peine de remplacement ne doit pas interférer avec son emploi. Des centres pour le travail social contrôlent cette méthode d'exécution des peines. Ces centres participent à la gestion, l'organisation et le contrôle du travail et doivent informer les tribunaux s'ils estiment qu'un délinquant n'accomplit pas son travail pour une organisation humanitaire ou la collectivité locale. Dans ce cas, le tribunal le condamne à purger une peine de prison.</p>	4

**Tableau 12 Libérations conditionnelles de détenus avant le terme de la peine, prononcées en 2001**

	Nombre de libérations conditionnelles prononcées en 2001	Nombre de détenus condamnés définitifs présents au 1.9.2001	Taux de libérations conditionnelles pour 100 détenus condamnés
Albanie			
Andorre	9	14	64,3
Arménie			
Autriche	1165	4609	25,3
Azerbaïdjan	1423	...	...
Belgique	832	5133	16,2
Bosnie et Herzégovine: Fédération	[---]	...	...
Bulgarie			
Croatie			
Chypre	***	319	...
République tchèque	4264	15452	27,6
Danemark	1400	2291	61,1
Estonie	...	3357	...
Finlande			
France			
Georgia			
Allemagne	17190	57137	30,1
Grèce			
Hongrie	...	12425	...
Islande	100	100	100,0
Irlande			
Italie	35	29817	0,1
Lettonie	734	4957	14,8
Liechtenstein			
Lituanie	1829	8486	21,6
Luxembourg	28	196	14,3
Malte			
Moldova	232	7399	3,1
Pays-Bas	***	5278	...
Norvège	3710	1980	187,4
Pologne	15977	54763	29,2
Portugal	1903	9251	20,6
Roumanie	25512	37743	67,6
Russie			
Saint Marin			
Slovaquie	1700	5566	30,5
Slovénie	(467)	(733)	(63,7)
Espagne			
Suède	5235	4763	109,9
Suisse	...	2819	...
« L.E.R.Y. Macédoine »	333	1170	28,5
Turquie	...	31447	...
Ukraine			
Royaume-Uni :			
Angleterre et Pays de Galles			
Irlande du Nord			
Ecosse	340	...	...



**Remarques - Tableau 12**

**Bosnie-Herzégovine : Fédération**

Voir la note concernant le Tableau 1.

**Slovénie**

Voir la note concernant le Tableau 1.

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Sanctions et mesures appliquées dans la communauté, prononcées en 2001 : effectifs	7-8
Tableau 2 :	Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : taux pour 100 000 habitants	12
Tableau 3.1 :	Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / effectifs	14
Tableau 3.2 :	Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / pourcentages	15
Tableau 3.3 :	Condamnations à l'emprisonnement prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / fréquences cumulées en %	16
Tableau 4.1 :	Condamnations à l'emprisonnement <u>de moins d'un an</u> , prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / effectifs	18
Tableau 4.2 :	Condamnations à l'emprisonnement <u>de moins d'un an</u> , prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / pourcentages	19
Tableau 4.3 :	Condamnations à l'emprisonnement <u>de moins d'un an</u> , prononcées en 2001 (sans sursis à exécution, partiel ou total) : répartition selon le quantum / fréquences cumulées en %	20
Tableau 5 :	Sanctions et mesures appliquées dans la communauté, prononcées en 2001 : indice global d'usage (IGU) pour 100 condamnations à l'emprisonnement (sans sursis à exécution, partiel ou total)	22-23
Tableau 6 :	Sanctions et mesures appliquées dans la communauté, prononcées en 2001 : indice spécifique d'usage (ISU) pour 100 condamnations à l'emprisonnement de moins d'un an (sans sursis à exécution, partiel ou total)	24-25
Tableau 7.1 :	Obligations de traitement prononcées <i>ab initio</i> en 2001 : effectifs	26
Tableau 7.2 :	Obligations de traitement prononcées <i>ab initio</i> en 2001 : pourcentages	27
Tableau 8.1 :	Peines de travail d'intérêt général prononcées en 2001 : effectifs	29
Tableau 8.2 :	Peines de travail d'intérêt général prononcées en 2001 : pourcentages	30
Tableau 9.1 :	Mesures de probation prononcées en 2001 : effectifs	32
Tableau 9.2 :	Mesures de probation prononcées en 2001 : pourcentages	33
Tableau 10.1 :	Sanctions et mesures mixtes prononcées en 2001 (autres que celles indiquées dans le tableau 9, item C) : effectifs	35

<b>Tableau 10.2 :</b>	<b>Sanctions et mesures mixtes prononcées en 2001 (autres que celles indiquées dans le tableau 9, item C) : pourcentages</b>	<b>36</b>
<b>Tableau 11 :</b>	<b>Autres sanctions et mesures, prononcées en 2001, qui ont paru statistiquement importantes dans le pays considéré et qui ne sont pas couvertes par les items précédents</b>	<b>37-38</b>
<b>Tableau 12 :</b>	<b>Libérations conditionnelles de détenus avant le terme de la peine, prononcées en 2001</b>	<b>39</b>